

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays par l'ensemble des branches d'activité. En 2015, il atteint 2 094,9 milliards d'euros (prix base 2010) et enregistre une progression de + 1,3 % en volume par rapport à l'année précédente.

Évolution du PIB (en volume)

Années	Évolution en volume
2005	1,6
2006	2,4
2007	2,4
2008	0,2
2009	-2,9
2010	2,0
2011	2,1
2012	0,2
2013	0,6
2014 (semi définitif)	0,6
2015 (provisoire)	1,3

Source : INSEE

L'inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Au mois de mars 2017, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) augmente de + 1,1 % sur un an.

Production

(en milliards d'euros courants)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Construction	265,4	279,7	279,7	282,9	275,8	267,8
Secteurs principalement marchands	1 835,2	1 884,7	1 924,3	1 942,0	1 971,0	2 012,9
Poids construction dans l'ensemble des secteurs marchands	14,5 %	14,8 %	14,5 %	14,6 %	14,0 %	13,3 %

Source : INSEE

En 2015, la production des secteurs principalement marchands s'établit à 2 012,9 milliards d'euros dont 267,8 pour le secteur de la construction.

Valeur ajoutée

(en milliards d'euros courants)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Construction	109,2	112,7	110,4	112,8	111,1	106,2
Secteurs principalement marchands	1 010,2	1 031,8	1 044,1	1 054,9	1 065,8	1 087,6
Poids construction dans l'ensemble des secteurs marchands	10,8 %	10,9 %	10,6 %	10,7 %	10,4 %	9,8 %

Source : INSEE

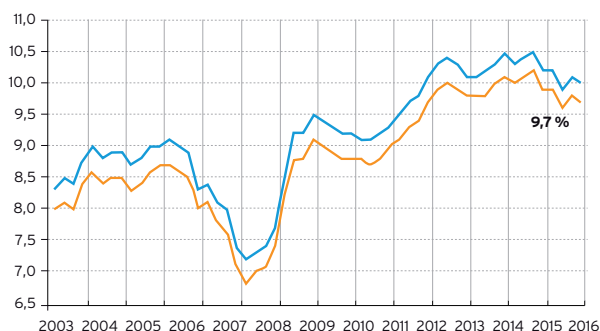
En 2015, la valeur ajoutée (VA) des secteurs principalement marchands s'établit à 1 087,6 milliards d'euros dont 106,2 pour le secteur de la construction.

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Taux de chômage

Taux de chômage au sens du BIT

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %



● France (hors Mayotte) ● France métropolitaine

Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : INSEE, enquête Emploi

Selon l'INSEE, au 4^e trimestre 2016, en France métropolitaine, 2,8 millions de personnes ne travaillent pas mais souhaitent travailler, qu'elles soient ou non disponibles dans les deux semaines pour travailler ou qu'elles recherchent ou non un emploi.

Taux de chômage
(France métropolitaine)
au sens du BIT⁽¹⁾
au 4^e trimestre 2016 : 9,7 %.

Selon Pôle Emploi⁽²⁾, en décembre 2016, 3 473 100 personnes étaient sans emploi (catégorie A⁽³⁾ en France métropolitaine). Au total, ce sont 5 475 700 demandeurs d'emploi qui sont inscrits à Pôle Emploi (catégories A, B⁽⁴⁾ et C⁽⁵⁾ en France métropolitaine). En octobre 2016, le nombre de personnes indemnisées par Pôle Emploi (hors allocations de formation) est de 3 213 200 allocataires en France métropolitaine.

Emploi salarié



● BTP ● Ensemble des secteurs

Source : INSEE

Au 4^e trimestre 2016, l'emploi salarié de l'ensemble des secteurs augmente de + 1,2 % sur un an, il représente 18 136 800 postes.

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 305 900 au 4^e trimestre 2016, soit une baisse de - 0,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'emploi salarié du BTP représente 7,2 % de l'ensemble des salariés tous secteurs confondus (contre 7,3 % au 3^e trimestre 2006).



(1) **Définition selon le Bureau International du Travail (BIT)**, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

(2) **Définition selon Pôle Emploi** : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A sur la population active occupée.

(3) **Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

(4) **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

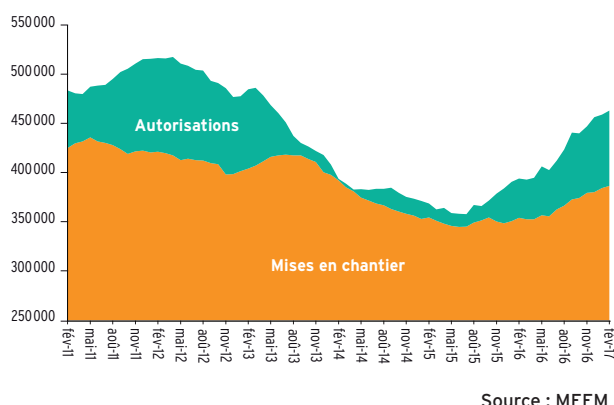
(5) **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle Emploi (et inversement).

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

CHIFFRES CLÉS DU BÂTIMENT

Autorisation et mises en chantier de logements

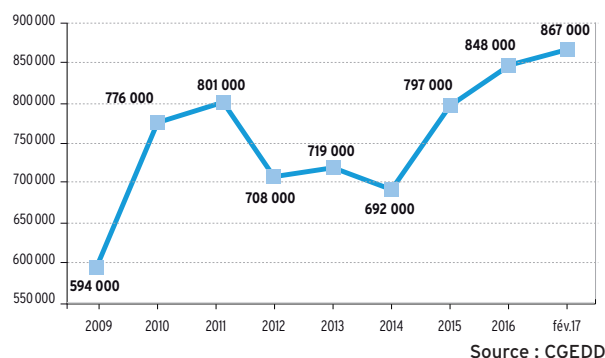


Pour rappel, à fin décembre 2016, 380 700 logements neufs avaient été mis en chantier en France (soit 3,6 % de moins que la moyenne observée entre 2000 et 2016).

- Les mises en chantier de logements neufs en France s'améliorent. À la fin février 2017, on totalise 387 000 logements commencés (en cumul sur 12 mois), soit une hausse de + 13,0 %.
- La hausse des mises en chantier de logements est notamment portée par les logements collectifs qui augmentent de + 16,7 % (206 700 unités) et les logements individuels purs en hausse de + 10,9 % (114 500 unités).
- Les permis de construire affichent également une forte hausse de + 14,4 % avec 463 400 logements autorisés. Un accroissement qui reflète encore une fois le dynamisme des logements individuels purs qui augmente de + 15,9 % (135 100 unités) et des logements collectifs en hausse de + 16,2 % (243 200 unités).

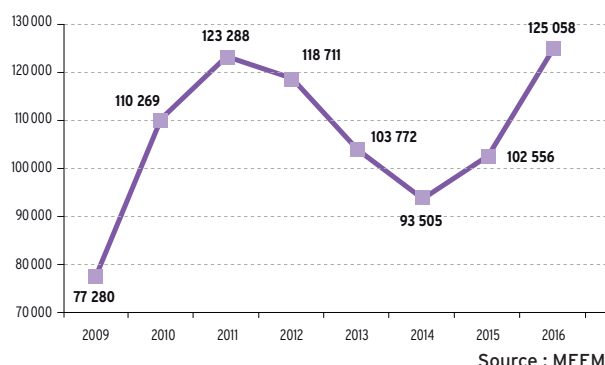
Évolution des ventes de logements

Nombre de ventes de logements anciens par an depuis 2010



- En moyenne entre 2009 et février 2017, on enregistre 755 778 ventes de logements anciens par an, avec un point bas en 2009 avec 594 000 ventes. Depuis 2015, le nombre de ventes de logements anciens ne cesse d'augmenter : en 2016, on totalise 848 000 logements anciens vendus, un chiffre jamais atteint depuis le début de la série statistique.
- En février 2017, on totalise 867 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), un niveau encore plus haut que celui atteint pour l'année 2016, et largement supérieur (+ 14,7 %) à la moyenne observée depuis 2010.

Nombre de ventes de logements neufs par an depuis 2009



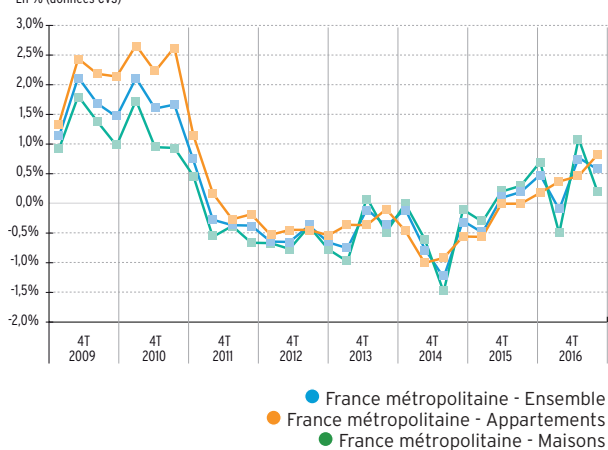
En moyenne entre 2009 et 2016, on enregistre 106 805 ventes de logements neufs par an, avec un point bas en 2009 avec 77 280 ventes de logements anciens. Depuis 2014, le nombre de ventes de logements neufs ne cesse d'augmenter, pour atteindre en 2016 le point le plus haut depuis 2007, soit 125 058 ventes de logements (+ 21,9 % par rapport à 2015). Bien qu'on soit au-dessus de la moyenne enregistrée depuis 2009, la série n'a pas encore retrouvé le niveau qu'elle avait atteint en 2006 avec 149 514 ventes de logements anciens (soit 19,6 % de plus qu'en 2016).

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Prix de l'ancien

Variations annuelles
des prix des logements anciens

En % (données CVS)



Source : INSEE

Variation des prix des logements anciens
sur un an

	France métropolitaine	Île-de-France	Province
Appartements	+ 1,9 %	+ 3,5 %	+ 0,4 %
Maisons	+ 1,5 %	+ 2,3 %	+ 1,4 %
Ensemble	+ 1,7 %	+ 3,1 %	+ 1,0 %

Source : INSEE

Entre le 4^e trimestre 2015 et le 4^e trimestre 2016, le prix des logements anciens continue d'augmenter, + 1,7 %, après + 1,0 % au 3^e trimestre 2016. Cette hausse est légèrement plus prononcée pour les appartements (+ 1,9 %) que pour les maisons (+ 1,5 %). Durant cette période, les prix franciliens enregistrent une hausse de + 3,5 %, bien plus marquée qu'au niveau national, les prix en province progressent plus lentement de + 1,0 %.

